

FRANCAIS SEULEMENT  
10 juin 1960

NATO CONFIDENTIEL  
DOCUMENT DE TRAVAIL  
AC/119-WP(60)53/1

COMITE POLITIQUE

MILICES POPULAIRES DANS LES PAYS DU BLOC SOVIETIQUE

Note de la Délégation Française

Les forces de sécurité qui existent dans les Républiques Populaires se répartissent schématiquement entre les trois formations suivantes:

- la police ordinaire (appelée parfois milice)
- la police politique
- les gardes-frontières

2. Il existe au surplus, partout, sauf en Albanie, des milices ouvrières, composées non pas d'éléments de carrière (ou de jeunes gens du contingent) comme les formations précitées, mais de civils servant comme volontaires en dehors des heures de travail. Cependant, ces milices ouvrières ne possèdent pas, dans tous les pays satellites, la même origine et le même caractère.

o  
o o

3. En Tchécoslovaquie, le parti communiste a constitué dès la libération en 1945, une "milice ouvrière" dite également "milice populaire", composée de travailleurs volontaires recrutés dans les milieux d'extrême-gauche. Cette milice, dont le chef était ZAPOTOCHI, joua un rôle essentiel lors de la prise du pouvoir en 1948. Elle n'a jamais été dissoute depuis lors mais reste assez effacée. Elle défile le 9 mai pour la Fête Nationale avec les autres formations de police; son uniforme est le bleu de travail avec le brassard rouge. Sous le nom de garde auxiliaire de la sécurité publique (PSVB) ou de milice du peuple (Lidovice Milice), elle continue à assurer d'une part, la garde des usines, d'autre part et dans certains cas exceptionnels la circulation et la lutte contre les calamités publiques (incendies, inondations, menaces contre les récoltes).

4. En Pologne, des milices de cette nature ont été créées aussi à la fin de la guerre. Elles furent engagées lors de la répression des émeutes de Poznan. Après la période révolutionnaire de 1956, on les soumit à une réorganisation; elles demeurèrent chargées principalement d'assurer l'ordre dans le cadre des entreprises. On ne les voit qu'exceptionnellement dans la rue; ce fut le cas cependant en avril dernier, à la suite des troubles de Nowa Huta où elles sont intervenues aux côtés de la police ordinaire. Parallèlement à ces milices ouvrières, existe en principe une milice estudiantine dans les facultés et les écoles supérieures.

5. En Roumanie, les "gardes ouvrières" (garzii muncitoresti) ont été également maintenues depuis 1945 comme en Tchécoslovaquie; elles sont issues des unités de partisans de la deuxième guerre mondiale. Elles défilent chaque année le 1er mai et le 23 août. Elles sont organisées militairement et interviendraient probablement en cas de troubles, mais elles ne paraissent jouer aucun rôle dans le maintien quotidien de l'ordre public qui est de la compétence de la police ordinaire (milice) et de la police politique. A l'occasion des grandes manifestations, des civils portant brassard aident au maintien de l'ordre, mais il ne s'agit que d'un concours épisodique à l'action de la force publique.

6. En Allemagne de l'Est, les milices ouvrières ou "Kampfgruppen" n'ont été instituées qu'après la révolte de Berlin-Est le 17 juin 1953 et afin de prévenir le retour de tels événements. Elles sont composées d'éléments considérés comme sûrs, du point de vue communiste, recrutés parmi les travailleurs des entreprises industrielles, des coopératives agricoles et des administrations. Elles assurent notamment la garde des usines.

7. En Hongrie, il n'y avait également avant la République de 1956 aucune milice populaire, datant de l'époque de la libération. Une éducation para-militaire était donnée à des volontaires dans le cadre de l'organisation de masse dite des "combattants de la liberté", qui existe également sous des appellations analogues dans les autres Républiques populaires. En février 1957, dans la période qui a suivi l'écrasement par l'Armée soviétique de la révolte nationale hongroise, des "gardes ouvrières" ont été constituées avec la mission de rétablir progressivement la discipline dans les usines et d'aider éventuellement les forces armées et la police régulières en cas de nouvelles tentatives d'insurrection. Leur origine est donc la même que celle des Kampfgruppen instituées en DDR, après la révolte de Berlin-Est en 1953. Les gardes ouvrières hongroises se composent de volontaires âgés de plus de dix-huit ans, dont l'uniforme est le bleu de travail et le brassard rouge, avec un bonnet semblable à celui des régiments ouvriers de l'Armée rouge hongroise de 1919. Elles sont munies d'un armement léger et participent à toutes les parades militaires. Le Colonel Lajos HALAS, nommé Commandant en chef de ces gardes ouvrières, a déclaré lors de leur constitution: "Après la défaite de la contre-révolution, la situation a exigé que nous armions une partie des ouvriers ... à l'exemple de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la République Démocratique allemande".

8. La création en Bulgarie le 9 mars 1960 de "détachements volontaires de travailleurs pour assurer l'ordre public" est d'inspiration différente. Elle procède du désir de copier une institution soviétique qui vient d'apparaître : celle des "détachements populaires volontaires pour la protection de l'ordre public", qui a été décidée en URSS par une résolution conjointe du parti et du gouvernement en date du 10 mars 1959. Ces détachements avaient commencé à être créés en novembre 1958 dans de grandes entreprises de la région de Léninegrad. En pratique ils paraissent destinés surtout à permettre une compression des effectifs de la police au moment où l'arrivée à l'âge mûr des "classes creuses" pose un problème de main-d'oeuvre. Sur le plan idéologique, l'explication donnée a été la même en URSS et en Bulgarie : le développement de la conscience socialiste est devenu tel dans la population, qu'il est apparu possible de transférer aux travailleurs certaines fonctions exercées exclusivement jusqu'à présent par des organismes d'Etat et touchant au maintien de l'ordre et à la lutte contre les manifestations contraires à la morale socialiste. La naissance de ces détachements de volontaires pour la protection de l'ordre public est inscrite, en quelque sorte, dans la perspective du "dépérissement de l'Etat".

9. Il est possible que d'autres Républiques populaires suivent l'exemple de la Bulgarie. Celle-ci a été la première à vouloir s'aligner à ce sujet sur l'URSS. Il faut sans doute voir là un nouvel indice de son désir de prendre rang parmi les satellites les plus avancés et les plus proches de l'Union Soviétique au point de vue de leur transformation en "Etats socialistes".